

# FFA Venezuela

## L'Éducation au Venezuela : quand on investit dans l'avenir

par **Temir Porras Ponceleón,**

Ancien élève de l'ENA (promotion Léopold Sédar Senghor)

Ancien Vice-Ministre de l'Éducation Supérieure

Représentant du FFA pour le Venezuela

**Y**a-t-il un meilleur investissement pour un pays en développement que l'éducation de ses citoyens ?

Le Venezuela a répondu à cette question en faisant de l'expansion de son système public d'enseignement une priorité fondamentale.

Mais parler d'éducation en Amérique Latine oblige à rappeler que, au cours des décennies 1980-90, la plupart des pays avaient dû renoncer, sous pression du FMI, aux services publics les plus élémentaires. Du préscolaire à l'université, les gouvernements successifs ont opéré des coupes budgétaires drastiques, laissant les systèmes d'éducation publique à l'abandon.

Résultat, il y avait au Venezuela moins d'universitaires en 1998 qu'à la fin des années 1970, alors qu'entre-temps la population vénézuélienne avait augmenté de 10 millions d'habitants !

C'est donc une véritable révolution qu'il a fallu entreprendre pour sortir du marasme. En premier lieu, la Constitution approuvée en 1999 a inscrit la gratuité de l'éducation parmi les principes fondateurs de la République. Également, elle a créé pour l'État l'obligation de garantir ce principe jusqu'au niveau supérieur, ouvrant ainsi aux citoyens le droit d'exiger des autorités publiques des universités gratuites et de qualité.

Dans ce cadre, le gouvernement a fait littéralement exploser les ressources allouées au secteur éducatif, qui sont passées de 3 % du PIB en 1998, à presque 10 % aujourd'hui. Et les résultats sont là. En huit ans, le Venezuela est passé de 700 000 à 1,3 millions d'étudiants universitaires, dont 150 000 boursiers, chiffre impressionnant si l'on considère que ce pays compte 26 millions d'habitants.

Ces moyens accrus ont d'abord servi à la modernisation et à l'expansion d'institu-

tions laissées à l'abandon, tels les 32 IUT fondés dans les années 70 en coopération avec la France. Une nécessité criante, dans un pays où les techniciens brillent par leur absence. Puis, à la création de nouvelles institutions comme l'Université Bolivarienne du Venezuela, qui parie sur une expansion par des moyens non-traditionnels, cherchant à satisfaire les besoins de formation professionnelle des jeunes, tout en permettant aux adultes de s'éduquer tout au long de la vie.

Eparpillée dans le pays, l'UBV met en œuvre une stratégie de «municipalisation», qui lui permet d'étendre son rayon d'action grâce à de très petites structures municipales et à une modalité d'études semi-présentielle. Ainsi, les bénéficiaires, qui souvent travaillent la journée, suivent des cours le soir ou le week-end, et reçoivent gratuitement les matériaux et les guides d'études nécessaires à l'approfondissement des connaissances. C'est en sortant de ses murs, que l'UBV a pu relever le pari de la massification de l'enseignement supérieur, puisqu'en à peine trois ans d'existence elle a dépassé le seuil impressionnant des 150 000 étudiants.

Il reste sans doute encore beaucoup de défis à relever, notamment celui de la formation dans des domaines de pointe, pour lesquels les capacités nationales sont insuffisantes. Face à cette nécessité, la coopération franco-vénézuélienne est fort heureusement sur la bonne voie. En 2007, mille étudiants vénézuéliens viendront se former en France dans des domaines stratégiques fixés de commun accord. Reste à espérer que ce programme s'inscrive dans la durée, et qu'il soit le prélude d'un mouvement inverse qui emmène, chaque jour davantage, d'étudiants et de professeurs français sur le sol vénézuélien. ■

## à lire

**François David**

**Itinéraire d'un énarque gâté**



Lorsqu'un énarque se penche sur sa carrière, avec le recul et son humour anglo-saxon, il en résulte une analyse décapante et jubilatoire du système politico-administratif français et de ceux qui nous gouvernent. Tout y passe, des dessous de la vie politique, de la vie ministérielle et même présidentielle (de droite comme de gauche) aux rouages des négociations et des rencontres internationales. L'ensemble est émaillé d'histoires drôles glanées au gré des discours officiels et des rencontres entre grands de ce monde.

François David a connu un parcours éblouissant : directeur au ministère des Finances, directeur général international d'Aérospatiale et maintenant président de la Coface. Cet itinéraire aurait dû normalement le conduire à encenser le système. Et pourtant...

**Le cherche midi**

23, rue du Cherche-Midi • 75006 PARIS

Tél. : 01 42 22 71 20

Télécopie 01 45 44 08 38

[www.cherche-midi.com](http://www.cherche-midi.com)